

ELLE SERA DISCUTÉE EN CE MOIS DE JUILLET

La nouvelle loi sanitaire devant le Conseil des ministres

Le projet sur la nouvelle loi sanitaire sera discuté en Conseil des ministres ce mois de juillet. C'est ce qu'a annoncé, jeudi, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. La mise en application de la nouvelle loi a été annoncée pour cette année, mais le projet n'est toujours pas passé en Conseil des ministres pour sa présentation devant les deux Chambres du Parlement.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - En septembre dernier, le ministre de la Santé a annoncé déjà que 70% des textes d'application de la nouvelle loi sanitaire sont prêts.

Le ministre a souligné avoir anticipé la préparation des textes d'application pour accélérer la mise en application de la nouvelle loi sanitaire dès son passage devant les deux Chambres du Parlement. Cependant, le projet de la nouvelle loi a été discuté en Conseil du gouvernement à deux reprises depuis le mois d'août dernier.

Abdelmalek Boudiaf pensait présenter son projet devant le Parlement en septembre 2015 pour sa promulgation en décembre 2015. Un semestre après, le projet est tou-

jours bloqué. Le ministre de la Santé a annoncé une énième date pour la présentation de ce projet devant le Conseil des ministres. Le projet de la nouvelle loi sanitaire qui devra remplacer l'actuelle loi sanitaire qui date de 1985 sera-t-il donc discuté durant ce mois de juillet ?

Sur un autre volet, le ministère de la Santé a annoncé aussi la signature d'un accord cadre de partenariat avec son homologue des Affaires religieuses et des Wakfs dans le cadre de la sécurité sanitaire.

Ce partenariat touche à plusieurs domaines relatifs entre autres à la promotion du don du sang, d'organe, de tissus et de cellules humains, la prévention des maladies transmissibles et non transmissibles et épidé-

mies, la promotion de la sécurité maternelle et la sécurité de l'enfant.

Ainsi, le ministère des Affaires religieuses s'engage à renforcer l'activité des imams et des mouchidate dans leur travail de proximité, lié à la prise de conscience sanitaire; à contribuer aux campagnes sanitaires régulières, ponctuelles ou saisonnières du don du sang et d'organes; à consacrer de manière régulière, les prêches du vendredi et sermons des mosquées, afin de contribuer à la sensibilisation aux questions d'ordre médical; à veiller à propager la culture médicale par le biais du centre culturel islamique et de ses annexes de wilaya; à affecter des guides religieux et mouchidate au niveau des établissements hospitaliers en vue de leur contribution à la prise en charge spirituelle des malades et à organiser des sessions de formation dédiées au perfectionnement des imams et mouchidate et leur habilitation dans le domaine de la santé.

De son côté, le ministère de la Santé œuvrera à réunir les conditions favorables à la contribution des



Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé.

guides religieux et mouchidate à la prise en charge psychologique des malades; à désigner des spécialistes aussi bien pour l'encadrement des sessions de formation et des rencontres scientifiques que pour l'animation des espaces d'information qu'organise le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, en matière de santé, à fournir l'assistance requise pour le succès du travail

de proximité y afférent et à fournir la documentation médicale requise pour l'élaboration des divers supports de prise de conscience et de sensibilisation.

Une commission mixte de supervision et de suivi sera installée pour la mise en œuvre de cette convention, a annoncé le ministère de la Santé dans un communiqué.

S. A.

MARCHÉ DU MÉDICAMENT

L'objectif de 70% de couverture nationale en médicaments est atteignable

L'objectif d'atteindre 70% de couverture nationale en médicaments, à l'horizon 2019, est atteignable pour peu que les producteurs nationaux soient bien accompagnés en termes d'objectifs. C'est le constat qu'ont fait deux représentants du secteur pharmaceutique qui, même s'ils saluent la volonté politique dans ce sens, n'en pensent pas moins que les pouvoirs publics doivent avoir les moyens de leurs ambitions.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Les capacités aujourd'hui installées en Algérie pourraient nous donner l'occasion de couvrir 70% de nos besoins. Actuellement, nous disposons de 70 unités qui fabriquent des matières premières, il existe

aussi plusieurs unités pharmaceutiques qui vont arriver. En comparaison, les Tunisiens arrivent à satisfaire 65% de leur demande intérieure avec une trentaine d'unités. En Algérie, les usines ne fonctionnent qu'avec 40 ou 50% de leurs moyens», a

estimé jeudi le P-dg du groupe pharmaceutique Biopharm et membre fondateur de l'Union nationale des opérateurs en pharmacie (Unop).

«Les installations ainsi que les ressources humaines existent, la volonté politique également avec l'interdiction, dès 2008, de l'importation des médicaments fabriqués localement, ce qu'il nous faut maintenant c'est d'enregistrer rapidement les produits et se doter d'une agence du médicament, les producteurs ont besoin d'être accompagnés par une administration qui a les moyens de ses

ambitions», a ajouté M. Kerrar qui participait à une émission organisée par la Radio Algérie Internationale (RAI).

Selon lui, couvrir 70% des besoins nationaux reviendrait à économiser, dans les prochaines années, un milliard de dollars d'importations pour le pays. Pour y arriver, il soutient que ce n'est pas seulement l'affaire du ministère de la Santé, qui n'est qu'un maillon d'une chaîne qui englobe aussi les ministères de l'Industrie, du Commerce, des Finances, etc. «On doit donner des objectifs aux producteurs pour fabriquer des produits», plaide Abdelouahed Kerrar.

De son côté, Chafik Rahem, vice-président du Syndicat algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), se dit satisfait de l'itinéraire qui a été parcouru s'agissant de la progression de l'industrie pharmaceutique. «Au début des années 2000, nous étions à environ 7% de satisfaction de la demande nationale avec un seul opérateur qu'est Saidal, aujourd'hui nous en sommes à 45% en physique et 55% en valeur, ce qui, sur une décennie, est une avancée remarquable, le secteur est aussi à une croissance à 12% indicateur auquel d'autres secteurs industriels ne peuvent pas prétendre. Il va de soi que l'objectif pour la fin 2019 consiste à arriver à 70%, sachant qu'il y a une centaine de projets qui sont en cours de réalisation. L'on se dirige vers un taux de couverture très appréciable. Nous continuerons à importer en ce sens qu'il y a des produits innovants que nous ne fabriquons pas dans un premier temps. S'il y a une projection sur une décennie, on parviendra à satisfaire la demande», conclut Chafik Rahem.

N. B.

NOUVEAUX BACHELIERS

Les dates des préinscriptions universitaires connues

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a déclaré, jeudi dernier, que l'intervalle des préinscriptions, pour la rentrée universitaire 2016-2017, est arrêté du 19 au 21 juillet.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Après la réalisation des préinscriptions, les nouveaux bacheliers sont conviés pour leur confirmation du vendredi 22 au dimanche 24 juillet. Suite à quoi, la phase des affectations et des recours en ligne débutera du dimanche 31 juillet au mardi 2 août. A rappeler que la fiche de vœux, présentant dix choix originellement, a été réduite à six choix seulement pour cette rentrée universitaire. Ceci afin de limiter le risque de dispersion des nouveaux bacheliers pour qu'ils se concentrent sur les spécialités qu'ils désirent réellement.

S'agissant des concours et entretiens avec le jury pour ce qui est des filières et établissements universitaires concernés

par ce type de procédure, ceux-ci se dérouleront dans les mêmes délais. C'est-à-dire du dimanche 31 juillet au mardi 2 août. Quant aux inscriptions définitives, elles s'étaleront du jeudi 4 août au mardi 9 août.

A rappeler que cette rentrée universitaire sera numérique, une première. En effet, le ministère de tutelle l'a annoncé le mois dernier : que ce soit pour les inscriptions préliminaires, les orientations ou le guide de l'étudiant, tout a été converti au profit d'une version électronique. Il va de soi pour les inscriptions définitives qui s'effectueront à travers un système totalement informatisé «progress», proche de celui dédié au passeport biométrique, et développé en collaboration

avec l'Union européenne. Ce n'est pas la seule nouveauté pour cette année, il y a aussi la réception de 100 000 nouvelles places pédagogiques pour porter la capacité globale du réseau national à près de 140 000 places.

Pour ce qui est de la qualité des études universitaires, très critiquée, le ministère évoque «des intentions de réforme et de modernisation des modes de gestion et de financement des établissements universitaires». En plus de «la promotion et de l'accompagnement des initiatives de création des clubs universitaires culturels et scientifiques». Si cela se révèle réellement effectif, ce sera la vie estudiantine, souvent qualifiée de «terne», qui sera plus diversifiée pour encourager davantage les étudiants à être productifs, créatifs et épanouis.

POUR L'ASSOCIATION SIRIUS

Mercredi 6 juillet, premier jour de l'Aïd

Le premier jour de l'Aïd devrait être célébré le mercredi 6 juillet, par conséquent, le peuple algérien est appelé à compléter le mois de Ramadhan à 30 jours, a estimé jeudi l'association Sirius d'astronomie dans un communiqué.

«Astronomiquement parlant, l'observation du croissant lunaire en Algérie le lundi 4 juin étant rigoureusement impossible vu que la lune se couchera ce jour-là avant le soleil, le mois de Ramadhan devrait compter 30 jours, et ce tant dans le cas d'une observation locale que généralisée au monde arabe, donc sur la base d'une observation visuelle (et même instrumentale) du croissant, l'Aïd devrait donc être célébré le mercredi 6 juillet», précise le communiqué. Elle a expliqué que la lune «sera strictement invisible d'Algérie, du monde arabe et de toutes les régions à l'ouest jusqu'en Amérique du Sud où le croissant sera marginalement visible au télescope dans une petite portion du continent». «Si on exige la visibilité du croissant à l'œil nu comme c'est la position officielle en Algérie, ou même au télescope comme dans les pays du Golfe et d'autres pays musulmans, le fait que le croissant ne sera pas visible ni à l'œil nu ni au télescope de tous les pays arabes dont l'Algérie (il se couche 6 mn avant le soleil à Alger et se trouvera alors à 1° en dessous de l'horizon) impliquerait que nous complétions le mois de Ramadan à 30 jours et l'Aïd devrait être célébré le mercredi 6 juillet», a ajouté l'association Sirius qui souligne, également, que «seul le comité des croissants lunaires du ministère des Affaires religieuses est habilité à se prononcer sur la date effective de l'Aïd».

Une conjonction lunaire tardive du mois de Chaoual aura en effet lieu le lundi 4 juillet à 12h01 d'Algérie, soit en fin de matinée du 29 de Ramadhan.

En fait, la situation «est encore plus compliquée que cela car comme l'a démontré l'expérience des années précédentes, il y a une possibilité non négligeable que le croissant invisible des pays arabes sera tout de même «vu», en particulier d'Arabie Saoudite et l'Algérie pourrait s'arranger pour ne pas vouloir sortir du «consensus» arabe. Aussi le mardi 5 juillet a une chance d'être proclamé le premier jour de l'Aïd, pour de mauvaises raisons», selon l'association.

Y. D.